

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

DES 10, 11 ET 12 MAI 2014

N° 17.887

## 10 mai à La Réunion

# «Notre peuple est donc issu d'un crime contre l'humanité»

**L**e 10 mai est la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions. Cette date fait référence au vote d'une loi par le Parlement français, reconnaissant l'esclavage en tant que crime contre l'humanité. Cette loi confirme donc que le peuple réunionnais est issu d'un crime contre l'humanité. Mais le PCR a dû batailler pour que La Réunion soit pleinement prise en compte dans la loi Taubira.

Cela fait 351 ans que le peuple réunionnais est né. Plusieurs dates importantes balisent déjà son histoire.

La plus ancienne et la seule qui soit fériée est le 20 décembre, c'est l'abolition de l'esclavage. Elle commémore une décision appliquée depuis 1848: tous les Réunionnais sont des êtres humains. Mais cette loi maintient la structure coloniale. Les anciens esclaves vont former la classe des plus pauvres, tandis que les plus riches esclavagistes sont indemnisés et peuvent continuer à dominer la société. La suivante est le 19 mars. Cette date commémore la fin du statut colonial et le début du statut de département, depuis le 19 mars 1946. Cette loi venue de la volonté des peuples de La Réunion, de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique donne le droit à l'application des lois sociales votées en France depuis le Front populaire. Cette loi fait des Réunionnais des citoyens à part entière de la République. Elle est tout aussi importante que le texte qui a aboli l'esclavage. Car cette loi a permis de lancer le mouvement qui a permis de changer la structure de la société réunionnaise. Elle a donné des outils au peuple pour exiger du pouvoir de meilleures conditions de vie. Celle que la République commémore aujourd'hui est le 10 mai. Cette date est commune à toute la République, aussi bien les anciennes colonies que l'ancienne métropole. Ce jour du souvenir montre qu'une ancienne puissance coloniale est capable de regarder son passé en face, grâce à l'action des descendants d'esclave.

### La Réunion d'abord oubliée



Pour arriver à ce résultat, il a lutté pour que cette question soit débattue au Parlement. C'est là que les députés du PCR sont intervenus pour que La Réunion soit pleinement prise en compte. En effet, le premier article de la loi était rédigé de la façon suivante: «la République française reconnaît que la traite négrière transatlantique et l'esclavage, perpétrés à partir du 15<sup>e</sup> siècle contre les populations africaines déportées en Europe, aux Amériques et dans l'océan Indien, constituent un crime contre l'humanité».

Cette formulation oubliait une grande partie de l'histoire de La Réunion, car nombreux sont les ancêtres esclaves venus de Madagascar et d'Inde. Claude Hoarau souleva le problème lors de la Commission des lois de l'Assemblée nationale du 10 février 1999. Le président de la Commission, le socialiste Louis Mermaz, lui répondit qu'il n'était pas nécessaire de citer toutes les nations impliquées dans la traite, et que le problème de l'esclavage des indiens était très différent de la traite négrière. Conséquence: pas question de changer le contenu de l'article.

Le PCR décida alors, par l'intermédiaire de ses députés, de déposer un amendement en séance plénière ainsi rédigé: «la République française reconnaît que la traite d'une part et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du 15<sup>e</sup> siècle, aux Amériques, dans l'océan Indien, et en Europe contre les populations amérindiennes, africaines et indiennes constituent un crime contre l'humanité». Cela poussa les socialistes à réagir, et un amendement de synthèse fut adopté: «la République

française reconnaît que la traite négrière transatlantique ainsi que la traite dans l'océan Indien d'une part, et l'esclavage d'autre part, perpétrés à partir du 15<sup>e</sup> siècle aux Amériques et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe contre les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes, constituent un crime contre l'humanité».

### L'importance d'une Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise

C'est ainsi que la totalité des ancêtres des Réunionnais a ainsi pu être intégrée dans la loi. Les communistes réunionnais avaient réussi à surmonter les préjugés des socialistes français sur l'esclavage à La Réunion. Comme l'avait rappelé lors de son intervention à l'Assemblée Elie Hoarau, «il faut mettre à mal ce mythe d'un «esclavage doux» qui aurait notamment protégé La Réunion. Nous savons que la mortalité servile était très élevée dans cette lointaine colonie de l'océan Indien, que les mau-

vais traitements étaient fréquents sur les propriétés, que l'esclavage y a duré plus longtemps».

Un an plus tard, le texte est en débat au Sénat. Paul Vergès rappela combien pèse encore aujourd'hui sur notre société les séquelles de l'esclavage: «Si l'on se complaît à chanter la merveille du métissage, l'idéologie de la période esclavagiste perdue dans les comportements. Le péché originel de l'esclavage continue à différencier les Réunionnais entre eux. La relation de domination maître-esclave s'est diffusée jusqu'à nos jours dans la société réunionnaise. Dire cela, ce n'est pas laisser parler des sentiments médiocres. C'est prendre en compte le poids d'un siècle et demi d'Histoire dans une société qui, je le rappelle, n'en compte que trois. Notre peuple est donc issu d'un crime contre l'humanité». Et de souligner que «Le dépassement, au-delà des tabous, de cette période fondatrice de la société réunionnaise est la condition du maintien de son équilibre encore fragile. La création d'une maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, projet de la Région de La Réunion, veut y contribuer».

M.M.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69<sup>e</sup> année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)

SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : [avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)

EMAIL PUBLICITÉ : [pub.tem@orange.fr](mailto:pub.tem@orange.fr)

## Édito

## L'autonomie est inéluctable. Les tentatives de reculer l'échéance ont conduit à l'impasse actuelle !

C'est une analyse structurelle de la société réunionnaise qui a conduit au mot d'ordre d'Autonomie, en 1959, treize ans après la loi d'intégration de 1946. Aux Antilles, le mouvement avait eu lieu l'année d'avant. Il posait les termes d'un rapport de confiance et efficace entre les peuples constituant La République Française. Un débat était ouvert et chacun pouvait y contribuer. Cet appel à la responsabilité s'est heurté à une force qui freinait des quatre fers toute évolution institutionnelle. Pour quel résultat?

Durant un demi siècle, on ne compte plus les coups fourrés portés contre le PCR. Mais à aucun moment nos adversaires n'ont mis sur la table leur programme. Ils ont fait diversion, usant de toutes sortes de stratagèmes, allant jusqu'à la fraude électorale et la violence physique, agitant l'épouvantail communiste. Mais ils n'ont offert aucune solution pour traiter les problèmes de fond comme le chômage de masse, l'emploi des jeunes, le coût de la vie, le logement, les transports, l'illettrisme etc. Aujourd'hui, d'autres groupements éclosent, mais ils sont toujours sans programme.

Face à une situation sociale qui se dégrade à une vitesse vertigineuse, ils s'en remettent à «Paris», comme si «Paris» n'avait pas assez à faire avec ses propres affaires. Nous sommes bien dans un rapport colonial qui perdure à cause d'une élite politique et intellectuelle qui cultive le complexe d'infériorité, en refusant d'assumer ses responsabilités. Dès lors, l'opinion découvre chaque jour un peu plus des créatures médiatiques en guise de programme concret.

Mais, désormais, le traitement des contradictions de la société française, pour faire face à l'évolution en Europe et dans le monde, vient à point nommé pour souligner le ridicule de toute la charge anti-PCR et contre l'autonomie. Bien sûr, la situation n'est plus la même qu'en 1959. Raison de plus pour proposer une démarche consensuelle capable d'emporter l'adhésion d'une large majorité de la population. Jamais la responsabilité des communistes n'a été aussi grande qu'en cette période. Mme Lebranchu exposera sa réforme territoriale au Conseil des Ministres de ce mercredi. Nous aurons un an pour lui faire des propositions concrètes. C'est le moment inéluctable.

J.B.



Les Chagossiens manifestent devant la Haute Cour de Londres.

## Les Chagossiens dans la lutte

# Le procès en appel contre le Parc Marin

**Le Comité Solidarité Chagos La Réunion rend compte d'un nouvel épisode de la lutte des Chagossiens pour retourner dans leur pays dont ils ont été chassés pour que les Etats-Unis puissent construire une immense base d'agression sur l'île de Diego Garcia.**

Le procès introduit en appel par Olivier Bancoult au nom du Groupe Réfugiés Chagos à propos du Parc Marin s'est tenu à Londres du 31 mars au 2 avril derniers. Il fait suite au refus de la Haute Cour de Londres, dans son jugement du 11 juin 2013, de reconnaître l'illégalité du Parc Marin. Sans se décourager, comme toujours, les Chagossiens avaient fait appel.

Rappelons que les Chagossiens remettent en cause la décision unilatérale de la Grande-Bretagne, prise en 2010, de créer une zone protégée autour des îles Chagos, soi-disant pour protéger la faune et la flore (... mais en excluant Diego Garcia et sa base militaire, hyper polluante et des-

tructrice de l'environnement, hors des limites du Parc marin!!)

Ils dénoncent le fait que derrière ce souci affiché de préservation de l'environnement, se cache de la façon la plus cynique qui soit l'objectif de bannir à jamais le peuple chagossien de sa terre natale. C'est ce que montrent à l'évidence les documents produits par Wikileaks, des documents qui malheureusement et de façon arbitraire, n'ont pas été pris en compte par le Tribunal.

Mais les Chagossiens sont à l'offensive, fermes sur leurs positions. C'est ce qu'ils disent depuis le début, et qu'ils ont répété avec force en appel:

«Nous sommes les premiers concernés par le respect des richesses naturelles de notre archipel, mais tant que nos droits sont bafoués, tant que notre réinstallation aux Chagos n'est pas effective, nous ne pouvons donner notre caution à un Parc Marin qui signifie pour nous arrêt de mort».

Pour affirmer avec force leur existence et leur volonté de faire reconnaître leurs droits les plus sacrés, ils ont manifesté à l'ouverture du procès devant la Haute Cour de Londres (voir les photos).

Aux dernières nouvelles, Olivier Bancoult nous informe que le jugement est annoncé pour le 23 mai. Affaire à suivre donc...



Olivier Bancoult, président du Groupe Réfugiés Chagos.

## Mobilisation internationale contre le projet de Boko Haram de vendre des lycéennes comme esclave

### 276 filles enlevées au Nigeria

**276** lycéennes ont été enlevées au Nigeria, depuis le 14 avril, par le groupe Boko Haram, qui a revendiqué l'enlèvement le 5 mai. Sur les 276 filles kidnappées dans le dortoir de leur école à Chibok, dans le nord-est du pays, 43 sont parvenues à s'enfuir.

Depuis l'enlèvement, plusieurs centaines de parents ont manifesté pour exhorter le gouvernement à plus d'implication dans la recherche de leurs filles et demander l'aide de la communauté internationale. Suite aux manifestations et l'annonce de Boko Haram du rapt des jeunes filles, la communauté internationale s'est mobilisée pour rechercher les lycéennes.

#### Plus de 200 filles enlevées

Dans la soirée du 14 avril, dans la ville de Chibok, dans l'Etat de Borno (nord-est du pays), des hommes armés, vêtus de treillis militaires, ont pris d'assaut l'internat du lycée, mettant le feu à plusieurs bâtiments avant de tuer un policier et un soldat. Ces derniers ont pénétré dans l'établissement, se faisant passer pour des soldats venus sécuriser l'école, ils ont par la suite obligé les lycéennes à sortir. Elles ont été emmenées par camions dans la forêt de Sambisa, connus pour abriter les camps de Boko Haram.

Les chiffres divergent. Le gouvernement de Borno a initialement annoncé l'enlèvement de 129 lycéennes, cependant la directrice du lycée, Asabe Kwambura, a indiqué, le 21 avril, qu'elle cherchait toujours à établir avec les parents le nombre exact de jeunes filles enlevées. «Un total de 230 noms a été noté par les parents», a-t-elle annoncé sur le site de Jeune Afrique. Cette dernière a ajouté que «depuis, 43 jeunes filles se sont échappées. Nous en avons encore 187 dont on est sans nouvelles».

En dépit des divergences sur les chiffres, le rapt est considéré comme l'attaque la plus choquante du groupe Boko

Haram, dont le nom signifie «l'éducation occidentale est un péché» en langue haoussa. Classé «groupe islamiste terroriste», il revendique la création d'un Etat islamique dans le nord du Nigeria. Cette attaque contre un établissement scolaire n'est pas une première, dans le nord du pays, les membres du groupe ont incendié des écoles et assassinés des étudiants dans leur sommeil. Revendiquant l'enlèvement des lycéennes, le 5 mai, dans une vidéo de cinquante-sept minutes, Boko Haram s'est adressé aux parents, par la voix de son chef, Abubakar Shekau: «J'ai enlevé les filles. Je vais les vendre sur le marché, au nom d'Allah», a-t-il déclaré. «J'ai dit que l'éducation occidentale devait cesser. Les filles, vous devez quitter [l'école] et vous marier», a ajouté Abubakar Shekau, qui a précisé garder «des gens comme esclaves».

#### Le pays à la recherche de ses enfants

Dans une lettre ouverte publiée jeudi 8 mai, des acteurs de la société civile, des affaires et du monde religieux ont appelé le Nigeria et les Etats voisins à mobiliser «leurs ressources et leur expertise» en vue de la libération des filles enlevées. Ces derniers souhaitent également «le soutien de la communauté internationale» et appellent les services de renseignement et les multinationales à se mobiliser, a rapporté la BBC Africa.

Un souhait partagé par les parents des filles enlevées. «Imaginez que 25 pays ont uni leurs efforts pour rechercher un avion malaisien disparu dont les passagers étaient sans doute morts. Ici, nous parlons de dizaines de jeunes filles

vivantes enlevées par des gens connus pour être sans pitié. Mais le gouvernement ne semble pas s'en inquiéter plus que ça» a déclaré Yakubu Maina, un père qui participait à la manifestation, à l'Agence France Presse.

D'ailleurs, selon Marc-Antoine Pérouse de Montclos, professeur à l'Institut français de géopolitique et spécialiste du Nigeria, l'enlèvement aurait été annoncé dans une précédente déclaration. Ce dernier a expliqué au quotidien Le Monde que les jeunes filles pourraient servir «d'appâts» pour recruter de nouveaux combattants dans un Nord du pays. Une zone pauvre, où les jeunes hommes ne parviennent pas à trouver d'épouse en raison de la hausse du prix des dots.

Le Monde a cité plusieurs sources locales qui ont été confirmées par le département d'Etat américain, indiquant que certaines lycéennes ont été transférées hors du pays, au Tchad et au Cameroun. Face à l'ensemble de ces informations, les parents des filles enlevées ont vu leurs craintes confirmées. Mais un point pourrait soulever une vague d'indignation: la complicité des services de sécurité.

Face au manque de résultat des autorités nigérianes, le mécontentement et les interrogations grandissent. «Pourquoi cette école a été ouverte pour des examens alors que toutes les autres de l'Etat sont fermées? Comment les ravisseurs ont-ils pu s'enfuir alors que les routes sont quadrillées?», s'est demandé dans Le Monde, le professeur Khalifa Dekoua,

laissant entendre que Boko Haram aurait pu bénéficier de la complicité des services de sécurité.

#### Soutien de la communauté internationale

Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a fait part de son inquiétude quant au sort des jeunes filles. Lors d'une conversation téléphonique avec le président nigérian Goodluck Jonathan, Ban Ki-moon a indiqué partager «l'angoisse des familles des jeunes filles et du peuple du Nigeria en cette période traumatique», affirmant une nouvelle fois que «viser des enfants et des écoles est contraire au droit international et ne peut être justifié en aucune circonstance».

D'après le porte-parole du secrétaire général, le chef d'Etat nigérian a fait le bilan des recherches menées pour libérer les jeunes filles enlevées. Goodluck Jonathan a accepté l'offre de Ban Ki-moon d'envoyer un représentant de haut-niveau au Nigeria afin d'échanger sur la manière dont les Nations Unies pourraient soutenir les actions du gouvernement pour lutter contre le terrorisme.

Sur les réseaux sociaux, la campagne «#BringBackOurGirls» («Ramenez nos filles»), a été relayée par de nombreuses personnalités, dont Michelle Obama, Najat Vallau-Belkacem. Les Etats-Unis ont annoncé l'envoi de forces de sécurité américaines pour aider à retrouver les jeunes filles, et la France et la Grande-Bretagne ont offert d'envoyer des équipes spécialisées, comme des agents de renseignement et commandos. De son côté, le premier ministre chinois, Li Keqiang, a promis d'aider le Nigeria dans sa «lutte contre le terrorisme».

Céline Tabou

### Contre l'éducation des filles

Pour Boko Haram, ces lycéennes n'ont pas à s'instruire. «J'ai dit que l'éducation occidentale devait cesser. Les filles, vous devez quitter l'école et vous marier (...) Une fille de 12 ans, je la donnerais en mariage, même une fille de 9 ans je le ferais», a déclaré Abubakar Shekau, chef de Boko Haram. Ce dernier également appelé Darul Tawheed, ou encore Abu Muhammad Abubakar bin Muhammad, a proclamé: «Les

femmes sont des esclaves. Je veux rassurer mes frères musulmans: Allah a dit que les esclaves étaient autorisés par l'islam».

Sachant que l'éducation des filles est une arme efficace contre l'extrémisme religieux, ils ont une obsession contre la scolarisation des filles. En mars 2012, une douzaine d'écoles publiques à Maiduguri ont été brûlées, un an plus tard, 50 écoles ont été détruites.

## Les signes avant-coureurs du communautarisme : La Réunion en danger ?

La venue de Jean-Marie Le Clézio récemment dans notre île et les retombées médiatiques de son séjour ont relancé le débat sur l'interculturalité ainsi que la nécessité pour les Réunionnais d'être vigilants sur les questions fondamentales des échanges interculturels, du respect de la diversité culturelle, des dangers du communautarisme et du racisme larvé qui imprègne encore les sociétés des îles Mascareignes, même si elles font figure de modèles pour les sociétés occidentales où le communautarisme est devenu une réalité... S'il est vrai que les institutions réunionnaises, en particulier le Conseil Général, le Conseil Régional, le groupe de dialogue interreligieux et l'Université de La Réunion, avec pour cette dernière La Chaire de l'Unesco, oeuvrent depuis plusieurs décennies pour consolider et renforcer

les valeurs de notre société interculturelle, les signes avant-coureurs d'une évolution communautariste sont de plus en plus visibles, de plus en plus audibles et nous interpellent tous, quelles que soient nos responsabilités...

J'attire publiquement l'attention des autorités politiques et de la population réunionnaise sur les risques de dérives sectaires pour ne pas dire racistes qui menacent notre Ile de La Réunion interculturelle, présentée comme un modèle dans le monde. L'indifférence et le refus de prendre en compte les signes avant-coureurs engagent notre responsabilité de Réunionnais. Il suffit d'écouter tous les matins les émissions de certaines radios privées où les auditeurs, malgré les précautions des journalistes, expriment leur xénophobie, particulièrement

à l'encontre des Comoriens, des Mahorais, des Malgaches...

J'ai été interpellé dans un quartier de Saint-Denis – quartier des Camélias, au début des rampes de Saint François – par des inscriptions racistes à proximité d'un arrêt d'autobus, très fréquenté par des jeunes scolaires et la population de ce secteur. Les photos parlent d'elles-mêmes! Comment ne pas être choqué par la violence les mots utilisés qui nous renvoient à l'époque brutale de l'esclavage du racisme colonial? Trois jours plus tard, une nouvelle inscription en réaction à «l'animalité» des Comoriens, comparés à des singes, s'exprime par ces mots aussi violents: «Kréol crève»... Ces deux actes individuels sont certes isolés, mais comment ne pas être inquiets? J'ai demandé au maire de Saint-Denis de réagir et d'effacer ses instruc-

tions insultantes et blessantes. À notre niveau, celui de la Chaire UNESCO, nous nous engageons à agir plus que jamais pour combattre l'intolérance et le racisme. Être silencieux et laisser faire c'est être irresponsable et même coupable...

Le 20e anniversaire en 2014 du programme de la route de l'esclave dans le monde mis en œuvre par l'UNESCO pour promouvoir la connaissance de l'histoire de l'esclavage, le respect de l'Autre, la richesse de nos sociétés interculturelles doit être l'occasion pour nous de relever le défi d'accomplissement d'un monde solidaire, respectueux de la diversité culturelle et religieuse, facteurs de paix pour les générations à venir. La population réunionnaise, riche des cultures du monde, doit être exemplaire...

Sudel Fuma  
Directeur de La Chaire UNESCO de  
l'Université de La Réunion

## Grâce à des enseignants et des élèves du collège de Bourbon

# Un travail pédagogique génial, avec des sculptures pour les enfants pris dans le pénitencier de l'Îlet à Guillaume

Une cérémonie très émouvante s'est déroulée ce mardi 6 mai au collège de Bourbon à Saint-Denis, avec le vernissage d'une exposition de magnifiques sculptures réalisées par une vingtaine d'élèves. Des œuvres magnifiques, pas seulement sur le plan esthétique mais aussi et surtout par le sens humain très fort que leur ont donné ces jeunes artistes et leurs enseignants.



La statue de l'esclave marron «Ti-Guillaume» réalisée par le sculpteur Marco Ah-Kiem, entouré par les élèves du collège de Bourbon qui ont réalisé avec son aide et celle de leurs enseignants une dizaine de belles sculptures.

En effet, ces créations accomplies par des élèves de 3ème s'inscrivent dans le cadre d'un projet pédagogique d'un an et pluridisciplinaire, intitulé «Enfances (en)volées», «destiné à faire apprendre autrement, à partir du patrimoine culturel». Ce travail admirable a permis à ces jeunes Réunionnais à la fois de connaître mieux le patrimoine naturel et culturel de leur pays, d'apprendre à sculpter des statues avec des morceaux de basalte et de rendre hommage à de jeunes ancêtres du 18ème siècle qui avaient été enfermés de façon abusive et tragique dans un pénitencier des Hauts de La Montagne à Saint-Denis, à l'Îlet à Guillaume.

Ce qui est également très intéressant dans ce projet pédagogique, c'est que les élèves et les enseignants ont bénéficié de l'aide d'un grand sculpteur réunionnais, le psychologue retraité Marco Ah-Kiem,

qui a inauguré sa magnifique «sculptothèque» sur la route de l'Îlet Quinquina le 30 novembre dernier. Le sculpteur a aidé les jeunes artistes du collège de Bourbon à donner un sens très profond à leurs œuvres, une dizaine de sculptures de 30 à 50 centimètres pour faire connaître les épreuves terribles imposées par le gouverneur colonial aux enfants de la misère, détenus au pénitencier de l'Îlet à Guillaume de 1864 à 1879.

C'est d'ailleurs ce qu'a expliqué Nathalie Hermine, professeure de français, une des responsables de cette action, dont les objectifs sont les suivants: «Apporter des éléments de culture et enseigner le patrimoine; mettre les élèves en contact avec des artistes et des lieux culturels; rendre les élèves autonomes et responsables».

Il faut savoir aussi qu'outre les aides apportées chaque jeudi

depuis septembre dernier aux jeunes sculpteurs par Marco Ah-Kiem, celui-ci a également réalisé une nouvelle œuvre très symbolique, que l'on a pu admirer lors de ce vernissage: une statue émouvante intitulée «Ti Guillaume» et qui est celle de l'esclave marron ayant par son combat laissé son nom à l'Îlet du pénitencier. Signalons enfin que ce travail éducatif a été réalisé avec le soutien de plusieurs partenaires institutionnels, comme le Conseil général et le Parc national de La Réunion.

En conclusion, si vous souhaitez avoir plus d'informations à ce sujet, nous vous transmettons les liens pour découvrir à la fois le blog de la classe:

<http://www.weblettrés.net/blogs/in dex.php?w=Enfancesenvole et le travail de Marco Ah-Kiem: http://marco.patrimoine-reunion.org/>



Des élèves devant leurs œuvres et un de leurs collègues, Stéphane, qui explique le sens de ce travail pédagogique aux côtés de Nathalie Hermine, professeure de français, une des responsables du projet «Enfances (en)volées».

# Otété!

## Hymne de la Bretagne Bro gozh ma zadou ! Vyé péi mon bann z'ansète !

*Mi koné pa si zot la gard dann télé match fotbal Guingamp kont Rennes, in final la koup de Frans. Biensir, mi vé pa fé in kronik éspertiv, mé mi vé anparl azot sa kant mèm. Pou kosa? Pou l'anbyans l'avé, mé dann lo lanbyans l'avé in kékshoz vanté... Dovan in ta èk in paké d'moun Nolwenn Leroy la shant l'ime La Bretagn... Sa i apèl «Bro gozh ma zadou"- lo vyé péi mon bann z'ansète. Mon bann dalon, mi pé dir azot, sa lété for sa! In zoli shantéz, apré shant in zoli shanté, dovan in ta èk in paké d'moun épi an parmi prézidan la républik franséz.*

*Moin lété kontan pars bann breton zot osi i sort loin. Na lontan, dann bann batiman piblik lété fishé: lé défandi parl bréton épi krash atèr. Sa lé vré pou vréman é la poin in sèl internet pou done amoin tor. Mi jur!.. Mi koné galman pa toulmoun dann La Bretagn lé pou zot lang, lé pou zot kiltir, lé pou la rantré lo bréton dann l'ékol, mé moin lé kant mèm kontan oir lé shoz i avans pou lé zot. Pou kosa mi di sa?*

*Pars nana touzour in lastik i ar-ral amoin dsi La Rényon. Isi osi lé shoz la avans in pé dann l'ansègnman, dann bann la méri, bann radyo é lo rès. Koméla ziska nana in drapo La Rényon dsi désèrtin batiman. Donk, sa i kontant amoin konm moin la fini di... mi trov sa lé positif. Mi mète a rev pou alé pli loin. Lé ga, akoz pa in l'ime pou nou? Akoz pa in l'ime i kontant anou!... Pa in lo sikré d'shanté, pa in bann parol an tok épi in l'èr d'la mori griyé; mé in vré shanson k'i pran nout kèr kan in kantité d'moun i shant ansanm. In ime pou nout réjyon, pou nout péi, pou nout nasyon? Sa sré bon pou donn vitamine épi ranfors nout l'idantié, nout santiman d'ète rényoné, é sa sré in bon n'afèr! In gayar l'ime pou shanté dann match fotbal, baskèt, sansa Andbal, épi galman dann bann fête i fé isi La Rényon, dann bann sérémoni ofisyèl Na. La marséyèz! Akoz opa! Mé galman konm di l'ot akoz pa la rényonèz! Sa oui.*

Justin